

**Chine - Relations bilatérales -
Politique économique - Climat -
Discours de M. Emmanuel Macron,
président de la République, au
Forum intelligence artificielle
(Pékin, 09 janvier 2018)**

Rebonjour ou bonjour, pour ceux que je n'avais pas encore vus. Est-ce que tout le monde a des traducteurs ? J'ai l'impression que oui. Bien, Mesdames et Messieurs, je suis heureux d'avoir, quelques instants, l'opportunité d'échanger des convictions sur la relation économique entre nos deux pays et, à l'issue du discours que j'ai prononcé hier à Xi'an, puis des longs échanges que j'ai eus hier après-midi et hier soir avec le président Xi Jinping, pouvoir vous dire combien je considère que cette relation économique est éminemment structurante et s'inscrit dans une relation politique, culturelle, que je veux raviver entre nos deux pays.

Depuis 1964 et la reconnaissance par le Général de Gaulle de la République de Chine populaire, la relation économique a jalonné et a structuré très profondément le cœur de la relation politique, mais ces réalités sont en train de changer. Elles ont changé ces dernières décennies, à raison de l'évolution de la Chine et de l'économie chinoise, qui est en train d'entrer dans une nouvelle phase, et de l'évolution, aussi, de notre économie mondiale, et nous devons la réévaluer à l'aune justement de ces changements.

Il y a une transformation en cours de l'économie mondiale qui est liée à ce que j'appellerais une crise du capitalisme contemporain, qui est rattrapé par ses propres excès, nous en avons deux symptômes avec l'explosion des inégalités contemporaines, et un autre symptôme avec le réchauffement climatique. Dans les deux cas c'est le capitalisme contemporain, hyper financiarisé et accéléré, qui a échoué, en quelque sorte, à réguler les propres excès qu'il avait générés, et il nous appartient, dans les années qui viennent, d'y apporter une réponse.

Et, de l'autre côté, on a une économie chinoise qui est en pleine transformation, et qui est en train de revoir sa stratégie, qui n'est plus simplement l'atelier des produits à bas coût du reste du monde, mais qui entend développer, à juste titre, son marché domestique, qui entend amener au progrès économique et social les Chinois, avec le développement de la classe moyenne, et une première victoire a été obtenue avec la sortie de 700 millions de Chinoises et de Chinois de la pauvreté, et avec la volonté d'être de plus en plus présent sur justement la qualité, la haute valeur ajoutée. Tout cela nous implique d'en tirer toutes les conséquences et d'avoir une relation lucide, exigeante et volontariste, l'un avec l'autre.

Le message que je suis d'abord venu présenter à la Chine c'est celui d'un retour de la France et de l'Europe, et pour moi ce message est fondamental, dans le sens où nous sommes, depuis le mois de mai dernier, en train de mener des réformes économiques qui étaient attendues de nos concitoyens, puisque cela a été l'objet de leur vote, qui étaient attendues de nos entrepreneurs et investisseurs, et qui étaient attendues aussi d'une bonne partie de la communauté

internationale et des entrepreneurs et investisseurs que vous êtes pour certains d'entre vous.

Ce que nous avons commencé à mettre en oeuvre en France c'est d'abord une transformation en profondeur du marché du travail, pour permettre ce que d'aucuns ont pu appeler une flexisécurité à la française, donner plus de liberté, de capacité d'adaptation aux cycles économiques, par un dialogue social renouvelé, apporter aussi les protections contemporaines à nos salariés, non pas des protections en leur promettant qu'on va les protéger, en quelque sorte, des changements ou contre les changements inéluctables, mais en leur apportant les vraies sécurités que sont la formation initiale et continue, pour faire face à ces changements. Et, dans nos sociétés, des millions d'emplois vont être réinventés par ces changements, et c'est le coeur de la politique qui est aujourd'hui conduite, les réformes du marché du travail, la réforme de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de l'orientation, la réforme aussi de l'apprentissage et de la formation continue, qui ont pour objectif de faire de la France une Nation forte sur le plan de l'innovation, mais d'une innovation inclusive, parce que c'est un défi pour chacune et chacun d'entre nous. Et lorsque des économies vous promettent, en quelque sorte, d'adapter toute la société à l'innovation et à la brutalité des changements du temps présent, sans se soucier de savoir comment leurs concitoyens y trouveront leur part du succès, bien souvent ils se trompent, et vous en connaissez toutes les conséquences potentielles, à un moment donné les classes moyennes disent que ce monde en changement n'est pas pour elles.

Et donc, le coeur de notre stratégie économique c'est de permettre à la France de réussir, en matière justement de créations d'emplois, d'innovation, de création de nouveaux secteurs économiques, mais en donnant la possibilité à toutes les Françaises et tous les Français d'y avoir leur place, par le volontarisme de la politique éducative et de formation continue.

Ensuite, nous avons une politique très volontariste en matière de transition énergétique. Nous avons une énergie nucléaire forte, avec une transition, à moyen terme, qui va réduire la part de celle-ci dans notre mix électrique parce que c'est bon pour les équilibres de ce mix et c'est bon pour la France, mais sans que nous détruisions pour autant de la valeur économique et la cohérence du choix stratégique qui est le nôtre, qui est de réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est la priorité de la politique française, elle est conséquente, et elle a conduit à des mesures inédites et très fortes.

La première, c'est la fin de tout nouveau permis d'hydrocarbures en France, aucun pays développé n'a conduit une telle décision, nous renonçons donc à des permis potentiels nouveaux, mais parce que ce sont les... l'exploitation, justement, des hydrocarbures, qui produisent l'émission de gaz à effet de serre, et donc nous concentrons notre production d'électricité sur le nucléaire et le renouvelable, avec une volonté de développer, de manière là aussi très forte, le renouvelable.

Ensuite, cette stratégie elle est basée sur l'effacement énergétique, avec la volonté, grâce à la recherche et nos acteurs industriels, d'accélérer justement la baisse de consommation d'électricité et d'énergie, qu'il s'agisse des particuliers, des entreprises ou du transport. Et puis une vraie transition de notre mobilité, avec là aussi la réduction des gaz à effet de serre, et en particulier des véhicules thermiques gazoil, qui étaient aujourd'hui surreprésentés en France.

Enfin, c'est une stratégie éducative et sociale, comme je le disais, qui est conduite aujourd'hui

par le pays, qui est pour moi très importante, très importante pour la cohésion nationale des Françaises et des Français, on ne peut pas leur dire ces changements ils sont faits malgré vous ou contre vous, mais qui est aussi très importante pour vous, parce qu'elle est le gage d'une «soutenabilité», d'un long terme cette politique. Cela veut dire que la France veut réussir dans la mondialisation contemporaine qui est en train de se redéfinir, mais elle veut le faire en assurant à l'ensemble de nos concitoyens une place.

Et c'est un défi formidable pour toutes nos sociétés, car des millions d'emplois seront détruits, ou revus dans les prochaines années, et des millions d'autres seront créés. Ce qui suppose de pouvoir former, ou reformer, des millions d'individus, et la France investira, à cet égard, des sommes importantes, 15 milliards d'euros sur le quinquennat, pour former les Françaises et les Français, de tous âges, à ces transitions.

Notre volonté c'est donc de construire le leadership français contemporain pour faire de la France ce pays, cette force économique, sociale, environnementale, que je viens d'évoquer, mais avec un objectif derrière qui est d'avoir un véritable leadership européen et de pouvoir à nouveau proposer une vision claire à l'Europe, et de faire de l'Europe cette Europe plus souveraine, plus unie, et plus démocratique, dont nous avons besoin et donc vous avez besoin.

La Chine n'a jamais fait partie de ceux qui doutaient de l'Europe ou pariaient sur la division de l'Europe, parfois, d'ailleurs, lorsque l'Europe la traitait de manière un peu injuste, oubliant ceux qui avaient investi avant la crise.

La volonté que nous portons, sur l'année qui vient, c'est justement, en Europe, de porter une nouvelle ambition et de faire de l'Europe cette puissance industrielle, économique, sociale, environnementale et scientifique, qui pourra, sur les prochaines décennies, être en compétition avec la Chine et les Etats-Unis, mais comme une puissance stable, solide, avec une vraie ambition en termes de recherche, avec l'ambition de développer une place financière forte. Mais une finance utile, à la fois plus écologique, favorable au financement de l'innovation et de la transition, et plus orientée vers le financement de l'économie de long terme, et donc moins spéculative.

Je crois que c'est la vocation de l'Europe, et que l'Europe peut avoir ce rôle de puissance d'avenir. Cela suppose que nous renforçons, pour cela, l'intégration d'un cœur d'Europe, cette avant-garde ouverte que j'ai à plusieurs reprises évoqué, et cela suppose qu'en matière de numérique, d'environnement, de protection à nos frontières, nous prenions quelques décisions structurantes que, j'en suis sûr, l'année 2018 permettra de prendre.

Cette volonté, elle intervient, pour ce qui est de la France, à un moment qui est aussi un moment de tournant et de choix pour la Chine, après le 19e Congrès cette nouvelle ère voulue par le président Xi Jinping, et cette coïncidence de nos temps, je crois, ouvre l'opportunité d'une période inédite sur le plan de la relation. Créer un contexte qui doit nous permettre de penser des termes de cette coopération équilibrée, que j'évoquais hier à Xi'an, et qui, à mes yeux, doit nous permettre d'aborder, avec beaucoup d'ambition, cet agenda qui s'ouvre devant nous. C'est d'ailleurs avec cette conviction chevillée au corps que nous allons cet après-midi, avec le président Xi Jinping, installer le Conseil d'entreprise franco-chinois, dont nous actons aujourd'hui la création, puisqu'il n'existait pas encore, et qui va consister à réunir régulièrement

des entreprises engagées dans notre partenariat économique, qui ont l'habitude de le pratiquer, mais qui pourront trouver ainsi le forum pour échanger sur cette relation, proposer des axes de coopération et d'amélioration. Il s'agit aussi, pour la France, de jouer groupé sur notre offre en Chine, avec un portage entre les grands groupes, les PME et les ETI, comme d'autres pays européens ont su le faire par le passé.

Et à mes yeux, cette coopération équilibrée qui s'ouvre entre nos pays, compte tenu de ce que je viens d'évoquer de l'agenda français, européen, et de cette nouvelle ère ouverte par le président Xi Jinping, s'articule autour de trois agendas.

Le premier c'est un agenda de responsabilité. La responsabilité c'est d'abord de se dire les choses. Il y a eu une défiance, qui a parfois pu s'installer sur le plan économique, entre nos deux pays, malgré les success story et quelques belles histoires, et cette défiance était parfois liée au fait qu'il y avait des incompréhensions ou des expériences que certains voulaient seulement voir, qui n'avaient pas donné tous les résultats escomptés.

Quand je regarde la réalité de la relation économique, contrairement d'ailleurs à ce que beaucoup peuvent parfois penser en France, elle est déséquilibrée à deux égards, que sur le plan de l'investissement elle est déséquilibrée en défaveur de la Chine. La France a réussi à investir en Chine, nous sommes installés, et je m'en félicite, nous sommes parmi les premiers investisseurs internationaux, mais la Chine a beaucoup moins investi en France que nous ne l'avons fait. Et donc, nous devons, et c'est l'objectif que nous nous sommes fixés avec le président Xi Jinping, désigner les secteurs privilégiés sur lesquels nous souhaitons encourager un investissement chinois accru, dans nos entreprises françaises, dans les grands secteurs d'activité, où, en plus, cet investissement peut être porteur d'opportunités pour nos entreprises, et peut permettre d'accélérer nos transitions, de fertiliser aussi le développement de l'activité française. À cet égard, les accords qui sont signés entre plusieurs investisseurs français et chinois aujourd'hui, CATHAY CAPITAL et BPI, actant une nouvelle étape de cette relation, sont pour moi une étape importante parce qu'ils vont permettre de financer aussi des PME, des ETI, des deux côtés, et de renforcer cet investissement chinois par une plateforme commune. Ce que font les grands groupes ou les investisseurs présents, dans cet amphithéâtre, va dans la même direction. Et puis de l'autre côté, quand je regarde la relation commerciale, elle, elle est déséquilibrée, peut-être encore plus fortement, dans l'autre sens. La France importe 45 milliards de la Chine, elle n'exporte que 15 milliards. Et donc, nous avons des accès aux marchés qui sont déséquilibrés, qui ne sont pas satisfaisants.

Si nous ne regardons pas les choses en responsabilité, la réaction première, naturelle, celle que nous avons trop longtemps eue, c'est de fermer des deux côtés, ce serait de réduire les investissements, par peur côté français, et ce serait de réduire les ouvertures aux marchés, par habitude, réflexe prix, du côté chinois. Ouvrons les deux avec un agenda positif, où il y a plus d'accès pour nos entreprises, PME, ETI, grands groupes, sur certains secteurs, cette ouverture est offerte en Chine, et ouvrons davantage de place à l'investissement en France. C'est pour moi la grammaire nouvelle de cette relation économique volontariste et de cet agenda de responsabilité.

Ensuite, il y a des sujets sur lesquels nous devons avancer de concert. Le premier c'est celui des surcapacités, sujet compliqué à gérer pour l'économie chinoise et que la France, et l'Europe, doivent aider à régler là où elles sont. Le président Xi le sait, je viens d'une région en

France où de nombreux emplois ont été détruits à cause des surcapacités dans le secteur de l'acier, il y a plusieurs décennies, et donc la France a eu à vivre ce que la Chine est en train de vivre, c'est-à-dire on a investi sur un secteur productif classique, on a des surcapacités, et il faut pouvoir les gérer, les réduire, et cela détruit mécaniquement de l'emploi et crée des tensions dans un secteur de l'économie.

C'est, pour la Chine, un élément important de sa transition, qui a pu être source parfois d'incompréhension, mais je sais aussi les efforts que mène le président Xi Jinping en la matière, qu'il a d'ailleurs conduits dès les déclarations importantes faites dans le cadre du G20, et qui supposera un travail accru entre la France, l'Europe, et la Chine. Nous devons aider la Chine à gérer cette transition sans qu'elle vienne déstabiliser des acteurs du pneumatique, de la sidérurgie, de l'acier, en France et en Europe, qui ont fait cette transition, qui sont devenus compétitifs, et qui ne peuvent pas être les facteurs d'ajustement de surcapacités.

Le deuxième défi c'est celui de la propriété intellectuelle, je viens de l'évoquer avec plusieurs entrepreneurs chinois qui en ont pleinement conscience. Il est difficile d'expliquer que les marchés européens sont ouverts pour les entreprises chinoises et donc qu'il peut y avoir une rude concurrence, mais que cette ouverture se fait, parfois, en en fragilisant la propriété intellectuelle chez les uns ou les autres. J'ai noté, ces dernières années, la grande sensibilité des acteurs économiques et des investisseurs chinois en la matière, et je veux les en remercier pour celles et ceux qui sont ici présents.

Si nous voulons coopérer, on doit pouvoir justement récompenser le travail qui est fait dans les laboratoires de recherche publics, dans les laboratoires conjoints, et dans les entreprises, de part et d'autre, et c'est d'ailleurs, en quelque sorte, l'ordre commun dans lequel nous pouvons opérer, pour faire suite à ce que Cédric Villani, à l'instant, présentait sur l'un des domaines qui est l'intelligence artificielle. Des pas importants ont été franchis, une prise de conscience a eu lieu, et sur ce sujet, je serai très vigilant avec vous pour ce qui est des grandes plateformes, pour qu'on puisse de mieux en mieux prendre en compte justement la lutte contre la contrefaçon, et je veux remercier ceux qui ont commencé à le faire, la rémunération juste de la propriété intellectuelle, et notre volonté, avec le président Xi Jinping, est de définir justement le cadre de cette relation partagée, parce que c'est aussi un des cadres de la relation de confiance.

Ensuite, cet agenda de responsabilité sera fait d'une série d'investissements dans les secteurs stratégiques. Nous avons lancé en Europe une initiative qui consiste à mieux protéger des actifs qui sont de souveraineté, ce n'est en aucune façon de la défiance, encore moins du protectionnisme, qui n'a rien à voir avec la protection, c'est le fait que l'Europe s'est réveillée, il y a quand même quelques mois, et a bien vu que certains secteurs d'activités, de recherche, critique ou économique, faisaient partie de sa souveraineté. Et je le dis devant vous et dans un pays qui lui n'a jamais oublié, il y a des secteurs d'activité en Chine qui sont impossibles à investir pour un entrepreneur français ou européen, et parfois avec des bonnes raisons, et donc il est très important que nous ayons cette compréhension mutuelle et que, dans des secteurs très stratégiques, on veut avoir une politique de souveraineté, et garder notre indépendance, elle est légitime, et cela fait partie de ce dialogue respectueux et de vérité.

Et ensuite, il y a des secteurs stratégiques qui peuvent créer beaucoup d'emplois, qui sont à la convergence justement de secteurs comme l'intelligence artificielle, où nous pouvons faire

beaucoup mieux, par des investissements croisés, et une ambition conjugée. À cet égard, 700 filiales d'entreprises chinoises en France embauchent plus de 45.000 personnes, et je crois en la preuve par l'exemple, nous avons fait beaucoup. Le Club Med, sur lequel beaucoup d'inquiétudes se faisaient jour lorsque le groupe Fosun a investi, est la parfaite illustration du fait que, sur un secteur stratégique, qu'est le tourisme, lorsque qu'il y a une politique qui est claire, un acteur économique et un investisseur qui donne sa stratégie et la respecte, eh bien non seulement on crée des emplois, mais on développe de nouveaux marchés. C'est pour moi l'illustration de ce que nous devons faire pour, dans les secteurs clés, l'industrie du futur, j'y reviendrai, le tourisme, le luxe, les industries critiques sur le plan technologique, les nouvelles technologies, eh bien pour que nous puissions, là aussi, continuer à développer cet agenda conjoint.

Le deuxième axe c'est ce que je voudrais appeler un agenda de confiance, après l'agenda de responsabilité que je viens d'évoquer. La Chine change à pas de géant et ce changement ouvre des opportunités. Il existe un proverbe chinois qui dit que quand le changement se lève, les uns construisent des murs et d'autres des moulins à vent, je voudrais qu'ensemble nous arrivions à construire des moulins à vent, plutôt que les murs qui s'étaient parfois bâtis. Il y a donc plusieurs secteurs, historiques ou nouveaux, sur lesquels nous devons donner des preuves de réalisation sur cet agenda de confiance.

Le premier c'est le nucléaire civil, c'est un domaine qui nécessite de la confiance, et je dois dire que, en la matière, c'est un domaine où nous avons pour partie construit notre relation historique. C'est la France qui a contribué à l'émergence, la formation, le développement, du nucléaire en Chine, et cette visite marque, à cet égard, une étape historique avec le chargement du combustible du premier EPR à Taishan, et donc sa prochaine mise en service commerciale, ce qui sera une première mondiale, ce qui est un élément important pour la filière nucléaire et pour la confiance dans la filière nucléaire.

C'est une bonne nouvelle pour l'industrie française, c'est une bonne nouvelle pour les objectifs que s'est donné la Chine en matière énergétique, parce que c'est ce qui permettra aussi à la Chine d'accélérer sa transition et de réduire les émissions, et donc d'accélérer la fermeture de certaines usines à charbon et de faire cette transition des combustibles fossiles vers le nucléaire.

Pour autant, ce n'est pas un aboutissement, c'est une étape, dans une coopération que nous inscrivons dans le long terme, nous y reviendrons cet après-midi avec certains accords signés en présence du président Xi Jinping et de moi-même, sur ce sujet, nous avons des étapes à venir, dans le trimestre qui vient, qui nous conduiront, là aussi, à concrétiser ensemble plusieurs accords.

C'est ensuite l'aéronautique, où nous avons construit, au-delà même des achats d'appareils, une véritable coopération industrielle. L'inauguration de la chaîne de finition de gros porteurs A330 en septembre à Tianjin, création d'une école franco-chinoise de l'aviation à Hangzhou, l'illustre pleinement, et répond à la congestion du trafic, et est aussi une source d'emplois en Chine, comme en France. C'est un secteur structurant, pour les années et décennies à venir, la France et l'Europe doivent maintenir leurs parts de marché dans la fourniture justement d'avions au développement de l'aéronautique chinois, mais c'est aussi un secteur qui va connaître des transitions, et il faut se le dire de manière ouverte puisque la Chine a l'ambition

croissante de produire ici, et c'est bien légitime, et la France devra en tirer aussi toutes les conséquences, accompagner cette transformation, pour apporter sa valeur ajoutée, progressivement, sur des secteurs et des segments complémentaires, mais sur les 10, 20 ans qui viennent, nous devons continuer à assurer, avec exigence et qualité, les besoins de l'aéronautique chinoise pour la part qui nous revient.

Au-delà de ces secteurs structurants, nous avons les moyens aussi de monter en puissance sur des secteurs qui correspondent aux attentes de la Chine en matière de qualité, et qui correspondent, nettement plus que dans les autres phases de développement de la Chine, aux atouts français. Je ne veux ici citer que quelques exemples. Le premier, la ville durable, il s'agit de répondre aux besoins de la Chine, population urbaine en croissance de 10% par an depuis 30 ans, avec un taux d'urbanisation de 57% fin 2016, et qui devrait être supérieur à 70% d'ici à 2035, il s'agit donc de répondre à ces besoins, immenses, inédits sur le plan planétaire, en tenant compte des problématiques de pollution, d'efficacité énergétique et de qualité de la vie.

La France a une excellence à tous les niveaux sur ce sujet. Les fournisseurs justement de solutions d'efficacité énergétique, présents dans cette salle, les gestionnaires de la complexité et du logiciel, les fournisseurs d'infrastructures urbaines, et les fournisseurs de solutions, d'agrégation, de toutes ces solutions. La France a su structurer, ces dernières années, une offre justement commune, conjointe, pour mieux répondre à vos projets, tel que celui de la nouvelle zone de développement au sud de Pékin, et je souhaite que, sur le sujet de la ville durable, nous puissions être nettement plus présents encore. Ce sont des opportunités partagées et c'est un intérêt conjoint. Et là aussi je compte vraiment sur les investisseurs et les entrepreneurs chinois, présents dans cet amphithéâtre, pour promouvoir, aider les solutions françaises à être plus présentes dans la réalisation justement de ces solutions, et l'aide apportée à cette problématique chinoise.

Deuxième sujet c'est la santé et l'économie du vieillissement, c'est l'un des autres défis de la Chine, c'est le vieillissement de sa population, la transition démographique qu'elle a à connaître en la matière, et dans le cadre du plan Healthy China 2030, alors que 30% de la population aura plus de 60 ans en 2030, il y a là aussi un véritable défi. Nous l'évoquions avec quelques start-up il y a un peu plus d'une heure, la France a un rôle à jouer dans ce défi. D'abord parce que nous avons un système de protection sociale qui est l'un des meilleurs au monde, en termes de qualité de sa couverture sociale, en termes de qualité aussi et d'efficacité de ce système, et parce que nous avons fait partie des pays qui ont décidé d'être en avance de phase en matière de traitement de la dépendance.

Et donc, je souhaite que nous puissions, en matière de coopération scientifique et de recherche, de partenariats d'entreprises et de coopération administrative également accompagner la Chine dans cette transition pour apporter des vraies solutions à ce qu'on appelle aujourd'hui la silver économie, qui est un secteur d'activité et de création d'emploi massif en Chine mais en Europe et en France aussi.

Avec des emplois qui sont à créer dans l'intelligence artificielle, parce que l'intelligence artificielle aura beaucoup à contribuer à ce secteur justement de la silver économie, dans la domotique et la robotique avec, donc, de la véritable industrie et dans du service attaché, puisqu'il y a aussi des emplois à faible qualification qui seront créés dans ce secteur, pour

s'occuper des personnes les plus dépendantes.

Un troisième et dernier exemple, c'est l'industrie du futur avec le plan China Manufacturing 2025 qui a pour objectif de faire passer la Chine de l'usine du monde à celui de grande puissance industrielle maîtrisant la recherche, l'innovation, la production de biens à forte valeur ajoutée avec des champions nationaux, nous avons là aussi une opportunité de faire ensemble. La France a aussi lancé son plan industries du futur.

Plusieurs ici y contribuent et qui sont présents dans la salle. Les ministres se sont fortement engagés, parce que c'est un objectif en matière de recherche et d'innovation, en matière d'économie et d'industrie, qui nous oblige. Avec des filières qui se sont structurées et une plateforme que nous avons mise en place qui accélère l'investissement dans le capital physique et dans la formation.

Je souhaite qu'en la matière nous puissions, là aussi, développer très fortement nos partenariats. L'industrie du futur, c'est la transformation de l'industrie qui est en cours. Elle nous permettra aussi de penser les équilibres de la relation, parce qu'avec l'industrie du futur, nous reproduisons au plus près du marché final des séries qui sont parfois plus petites, de plus grande qualité, plus rapidement. Et donc l'industrie du futur nous conduit à repenser la chaîne logistique, et cela va être un défi pour la Chine qui, à un moment, a spécialisé son industrie comme étant la manufacture productive de régions entières du monde.

La Chine est en train d'intégrer cela à sa stratégie. Le temps est en train de s'achever où on fournissait des matières de qualité moyennes mais en très forte quantité dans cette manufacture du monde. La Chine veut monter en qualité mais, dans le même temps, l'Europe va reproduire de l'industrie et la France avec elle, parce que ces séries courtes peuvent être reproduites au plus près du marché final. Donc il nous faut, dans ce contexte, repenser nos partenariats productifs parce que la chaîne logistique va être aussi profondément impactée en la matière et nous avons de nombreux échanges humains, technologiques d'investissement à faire sur ce sujet.

Il y a, bien évidemment, beaucoup d'autres secteurs qui font partie de cet agenda de confiance. Le ferroviaire, où je souhaite que nous ayons là aussi une nouvelle stratégie commune. Les géants européens sont en train de se restructurer et le rapprochement qui a été orchestré, accompagné par les pouvoirs publics allemands et français en la matière est aussi une réaction, une réponse à la force des géants chinois sur ce sujet. Mais il nous faut aussi partager un agenda sur le domaine du ferroviaire et pouvoir développer une stratégie organisée.

Le luxe, les services financiers, le tourisme, le sport, les médias sont des secteurs présents dans cette salle qui font partie de cet agenda de confiance et dans lequel plusieurs acteurs ici présents souhaitent pouvoir développer, entrer davantage sur le marché chinois. Pour d'autres, investir davantage sur le marché français et je souhaite que nous puissions donner les preuves de cet agenda de confiance en la matière. Dans chacun de ces domaines, il y a des projets en cours et je souhaite que nous puissions accélérer cette spirale positive.

Enfin, c'est un agenda pionnier qu'il nous faut développer sur le plan économique, et cela fait

partie de la responsabilité qui est collectivement la nôtre sur des secteurs que nous avons peut-être encore insuffisamment investis en la matière. Soit secteur économique, soit secteur géographique. Je veux en citer trois.

Le premier, c'est l'innovation et la transition numérique. La matinée que vous venez d'avoir en est la parfaite illustration. La Chine avance très vite sur les innovations de rupture, elle y met des moyens importants. Elle a des laboratoires, des universités, des start-up ultraperformantes. Et je souhaite là que nous construisions un écosystème franco-chinois pour coopérer. La French Tech ici en est un embryon ; un embryon à la taille de la Chine puisqu'il y a déjà plusieurs centaines d'entreprises qui sont présentes et c'est plusieurs milliers qu'il nous faut développer.

Le travail que fait Business France avec l'ambassade de France ici est important, mais je souhaite que l'ensemble des ministres sous la coordination du ministre de l'Europe et des affaires étrangères puisse, sur ce sujet, encore renforcer notre coopération. Et c'est une coopération stratégique de pays à pays, parce qu'elle va se décliner entre organismes de recherche, entre universités, entre acteurs économiques. Mais elle est structurante.

Je crois que la France en la matière a beaucoup à apporter à la Chine et réciproquement. La Chine a un marché domestique irremplaçable, la France a des atouts uniques dans cette nouvelle économie des compétences et d'innovation de rupture. Parce que la France est un pays d'inventeurs, d'innovateurs, c'est dans notre ADN et les talents, qu'ils soient académiques, qu'ils soient de recherche, qu'ils soient entrepreneuriaux, sont de prix inédits pour l'écosystème chinois.

Je le dis à nos amis chinois ici présents, parce que vous parlez à des Anglo-Saxons : ne vous méprenez pas. Lorsqu'ils vous parlent d'entrepreneurs, ils citent un mot français. Entrepreneur est un mot que les Anglo-Saxons ont volé à la francophonie. Cela veut dire quelque chose. C'est que cette inventivité que vous aimez dans l'art, dans la gastronomie française existe dans la recherche, dans l'économie, dans l'entrepreneuriat français. Et donc, sachez la considérer pour développer ces innovations de rupture et ce nouvel écosystème conjoint.

Et donc, il nous faut passer à l'échelle en la matière. Nous allons développer, sur le plan de l'enseignement supérieur, des liens très profonds pour justement développer l'entrepreneuriat dans nos universités et dans nos écoles. Je souhaite aussi que nous puissions, sur l'innovation de rupture, partager nos stratégies.

J'installerai dans quelques semaines ce que le ministre de l'économie et des finances a préparé en lien avec la ministre de l'innovation : ce fonds pour l'innovation de rupture. La France a voulu se doter d'un fonds public qui, grâce à des participations publiques que nous allons céder, investira et co-investira dans ces innovations de rupture qui ont parfois un certain temps d'accès au marché. Il est nécessaire sur ce sujet que nous puissions en effet coopérer encore davantage.

Enfin, sur le plan académique de recherche mais également éthique, je souhaite que nous puissions coopérer sur l'intelligence artificielle, comme je l'évoquais il y a un instant, parce

que c'est une des matrices du développement de ces innovations de rupture pour les années à venir. La Chine a accès à des données inédites par la taille, là encore, de son marché. Elle a une gestion des données qui aujourd'hui lui est propre. Je souhaite que nous puissions, là aussi, échanger sur des protocoles de gestion de ces données que, avec nos organismes de recherche - l'INRIA, le CNRS - sur ce sujet, nous puissions là aussi avancer de manière encore plus forte.

Enfin, nous devons encourager notre jeunesse, chercheurs, entrepreneurs à faire encore davantage et l'initiative 40 Under Forty, qui peut permettre à une nouvelle génération d'entrepreneurs français et chinois de faire ensemble, est l'illustration parfaite de cet agenda pionnier que j'évoquais pour l'innovation et la transition numérique.

Le deuxième de ces défis pour cet agenda pionnier, c'est la transition écologique. La Chine, en effet, a à faire face à ce défi climatique. Elle prend toutes ses responsabilités dans le domaine diplomatique sur ce sujet. Heureusement qu'elle est là et que nous sommes là ensemble pour préserver les acquis de l'Accord de Paris et pour justement décider ensemble de préempter de nouvelles étapes comme je l'évoquais encore hier à Xi'an, puis dans l'entretien que j'ai eu avec le président XI Jinping.

Mais en transition écologique, nous pouvons faire encore bien davantage. D'abord en coopération de recherche. Je souhaite que nous puissions accroître notre recherche comme nous l'avons fait sur le nucléaire pour, là aussi, et le CEA en est une belle illustration qui a dans, justement sont mix de recherche, fait beaucoup pour justement développer la recherche en matière de batterie et les recherches sur les énergies renouvelables, avoir une relation privilégiée en matière de recherche fondamentale sur ce sujet.

Demain matin, nous aurons aussi un moment important en termes de coopération satellitaire en la matière. C'est un geste structurant de la coopération entre nos deux pays pour cette transition écologique. Partager l'information que nos satellites ont sur le climat, la réalité des pollutions, accepter d'en tirer les conséquences de manière ouverte, c'est un des éléments concrets de l'Accord de Paris - Laurent Fabius qui est là le sait bien qui l'a négocié - qui donnera de la crédibilité à notre agenda partagé et est un élément structurant qui créera encore plus de confiance derrière l'engagement chinois et français dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Accélérer notre partenariat dans la transition écologique, c'est aussi encourager les échanges entre nos grands groupes et nos start-up en la matière pour accélérer les innovations mais aussi le déploiement de ces innovations sur nos marchés, dans le plein respect de la propriété intellectuelle. Je reconnais ici nombre de grands groupes présents comme de start-up qui ont des ambitions en la matière. C'est pour moi un élément déterminant de la mise en oeuvre concrète de l'agenda climatique que nous partageons sur le plan diplomatique.

Enfin le troisième de ces défis de cet agenda pionnier, ce sont les bonnes règles économiques du multilatéralisme économique et commercial. Je l'évoquais hier à Xi'an et c'est, en quelque sorte, le défi qui nous est offert au président Xi Jinping et à moi-même. C'est, si je puis utiliser la métaphore du tissu, puisque nous parlons ces derniers jours beaucoup de soie, c'est de réussir à tresser la vision que nous avons du multilatéralisme et de ses règles, et des équilibres qui vont avec le multilatéralisme, et que la France a toujours porté dans le cadre de l'OMC et

de toutes les enceintes. Respect de la propriété intellectuelle, équilibre, réciprocité des accès, et d'articuler cela avec l'initiative très forte et structurante, «One belt, one road», portée par la Chine.

Je pense que nous avons la possibilité de le faire dans les années à venir ; en tout cas, c'est mon ambition, et je pense que le faire autour justement de ces nouvelles routes de la soie est un élément que nous pouvons réussir en commun. Je crois, en effet, que ces nouvelles routes de la soie vont permettre des développements économiques, le développement d'infrastructures essentielles, la stabilisation de plusieurs régions du globe de manière utile, mais que notre coopération permettra sur le plan économique, au-delà de ce que j'ai pu dire hier sur le plan culturel et politique à cet égard, de le faire avec quelques principes.

Le premier, c'est justement le principe d'équilibre et de crédibilité dans la durée. Toutes ces routes de la soie ne pourront être pérennes que si, à chaque fois, nous avons la volonté de développer des écosystèmes d'innovation équilibrée et que si nous avons la volonté d'aider au développement véritable des pays par lesquels passe cette route.

La France s'est parfois beaucoup trompée en la matière, je pense à l'Afrique, en ayant une forme d'impérialisme économique des matières premières et des grandes infrastructures, qui a pu contribuer dans certains pays, à encourager à certains moments, la corruption et un développement unilatéral qui n'était au fond pas bon pour ces pays et leur société civile.

Eh bien nous devons aujourd'hui sur l'ensemble des pays où nous pouvons agir ensemble, être très vigilant, c'est d'ailleurs au coeur de notre politique de développement porté par l'Agence française de développement, à développer l'éducation, la santé, l'émergence des écosystèmes locaux et un développement équilibré qui lutte contre la corruption et qui permet aux PME des pays concernés de se développer, aux investisseurs de pays concernés de toute la part du co-investissement et en particulier aux jeunes et aux jeunes filles de ces pays, d'entrer dans la croissance et dans l'emploi. Et ce sera pour moi l'un des éléments clés de ces nouvelles routes de la soie, si nous voulons y trouver justement un élément de développement économique équilibré.

Deuxième élément sur ces nouvelles routes de la soie, c'est que nous devons les rendre exemplaires justement en termes d'innovation et de respect de la propriété intellectuelle. Nous devons faire par ces routes, émerger des élites, des talents dans chacun de ces pays qui aideront à la stabilisation politique et sociale qui est bonne pour la paix dans chacun de ces pays, l'harmonie dans ces régions et le projet justement d'un développement harmonieux qui est voulu par le président Xi Jinping dans l'agenda qu'il porte, et ce qu'il a expliqué au 19ème congrès.

Enfin, comme je le disais hier, ces routes de la soie doivent être vertes et là-dessus je pense que nous pouvons en faire des routes exemplaires en terme justement de cohérence des engagements que nous portons. Et il n'y aurait pas de cohérence en quelque sorte à vouloir, lorsqu'il s'agit de la Chine et de la France, réduire nos émissions de gaz à effet de serre, fermer des centrales à charbon, développer les énergies renouvelables et dire que lorsque nous nous développons, nous aidons d'autres pays à se développer, dans ces derniers nous pouvons ouvrir des centrales à charbon et faire comme si de rien n'était, la planète est une et la pollution qui

est faite dans chaque endroit du globe est mauvaise pour nous tous.

Il est donc indispensable que nous puissions financer par ce biais là des projets cohérents et en particulier cohérents avec cet agenda volontariste porté par les pouvoirs publics chinois.

Je suis convaincu, comme vous l'avez compris, que cette initiative des routes de la soie, des nouvelles route de la soie, est porteuse d'opportunités profondes et d'une collaboration extrêmement féconde entre nos deux pays, si nous savons lui donner justement la force de cette expérience partagée, comme je l'évoquais hier, il ne faut jamais oublier que les premières routes de la soie n'ont été ni complètement européennes, ni complètement chinoises, mais constamment en partage. Il y a certaines de ces routes qui étaient d'abord portugaises avant de devenir chinoises et inversement.

Je crois très profondément que ces nouvelles routes de la soie n'ont d'avenir véritable que si elles sont en partage dans cette exigence et ce que le dialogue, en particulier entre nos deux pays, permet de faire advenir.

Voilà quelques convictions, Mesdames et Messieurs, que je voulais partager avec vous en cette fin de matinée, cet agenda de responsabilité, de confiance et cet agenda pionnier pour la relation économique qui doit donner un contenu à cette coopération équilibrée que j'appelais de mes vœux hier. Vous êtes les artisans de cet agenda, nous devons heures avec le président Xi Jinping et nos ministres, nos gouvernements chacun dans leur domaine, donner le cadre, la feuille de route, être vigilant sur la bonne réalisation de nos ambitions partagées. Mais au quotidien, ce sont les entrepreneurs, les grands groupes, les investisseurs que vous êtes, Français et Chinois, qui font vivre la relation.

Et donc à chaque instant, ayez présents à l'esprit le fait que votre responsabilité est immense, parce que vous êtes parfois le visage de la Chine en France, vous êtes dans une région où un secteur économique, l'expérience principale de la Chine qui est vécue pour certains et pour d'autres ici, vous êtes le visage de la France, sa force, ses messages et donc tout cela doivent être cohérents, cohérents avec l'ambition qui est la nôtre et l'exigence qu'elle porte.

Et donc à chaque instant, je souhaite que, lorsque vous êtes une entreprise ou un investisseur français qui opère ici, vous puissiez porter justement haut et fier ce visage ambitieux de la France, mais vous puissiez aussi vous demandez là où vous êtes, ce que vous pouvez faire de bon pour l'économie chinoise et pour le pays qui vous accueille.

Et je souhaite pour les entrepreneurs et les investisseurs chinois qui décident de se développer dans notre pays que vous puissiez aussi à chaque instant vous dire comment aider davantage les entreprises françaises, grands groupes, start-up pour qu'ils aillent de leur côté se développer dans votre pays, parce que la relation réciproque se nourrit de ces gestes de confiance du quotidien.

Voilà Mesdames et Messieurs, votre responsabilité est donc à peu près aussi grande que l'ambition que je porte aujourd'hui, je vous fais donc confiance pour l'année qui s'ouvre, pour

ce qui est de l'année calendaire et de l'année à venir pour ce qui est de l'année chinoise. Merci pour votre attention./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)